



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne,
après examen au cas par cas,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées
de Sérent (56)**

N° : 2022-009904

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne ;

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant approbation du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, notamment son article 8 ;

Vu les arrêtés des 11 août 2020, 13 janvier 2021, 6 avril 2021, 20 décembre 2021 et 16 juin 2022 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe de Bretagne adopté le 24 septembre 2020 ;

Vu la décision du 7 avril 2022 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2022-009904 relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Sérent (56), reçue de la mairie de Sérent le 31 mai 2022 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 16 juin 2022 ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne faite par son président le 20 juillet 2022 ;

Considérant que les critères fixés à l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE, dont il doit être tenu compte pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, portent sur leurs caractéristiques, celles de leurs incidences et les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones d'assainissement collectif où les communes sont responsables de la collecte et du traitement des eaux usées domestiques ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où les communes sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

Considérant les caractéristiques du territoire de Sérent :

- abritant une population de 3 046 habitants répartis sur 1 322 logements principaux (INSEE 2018), dont la révision générale du plan local d'urbanisme a été arrêtée le 21 décembre 2021 ;
- faisant partie de la communauté de communes de l'Oust à Brocéliande, compétente pour le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ;
- compris dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Ploërmel approuvé le 19 décembre 2018, dont le document d'orientation et d'objectifs (DOO) conditionne les prévisions d'urbanisme et de développement aux capacités du réseau épuratoire, et prescrit la maîtrise du ruissellement en favorisant les techniques le limitant ;
- situé dans le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Vilaine, dont la disposition 125 prescrit de conditionner les prévisions d'urbanisation et de développement à la capacité des systèmes épuratoires à traiter les effluents dans le respect des objectifs de qualité des milieux récepteurs ;
- concerné par deux masses d'eau réceptrices dont la principale, recevant les rejets de la station intercommunale de traitement des eaux usées, est celle de la Claie, présentant un bon état physico-chimique, mais recevant une pression significative en macro-polluants et pesticides, pour laquelle le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne fixe le retour à un bon état écologique à 2027 ;
- concerné par les périmètres de protection de captage de Brancelin et de Bréman ;
- concerné par l'atlas des zones inondables sur la Claie, et le plan de prévention des risques d'inondation de l'Oust approuvé le 16 juin 2004 ;
- concerné par plusieurs zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 et 2 et traversé par trois corridors écologiques majeurs inscrits au SCoT (trame verte et bleue) associés à un réservoir régional de biodiversité (landes de Lanvaux) ;

Considérant que la commune utilise pour le traitement de ses eaux usées la station de traitement des eaux usées intercommunale de Sérent - Le Ridolet, de type boues activées à aération prolongée, d'une capacité nominale de 63 000 équivalents habitants (EH), mise en service en 1991, atteignant en pointe une charge polluante entrante de 101 % de sa capacité (63 840 EH en 2021), et une charge hydraulique entrante en pointe de 181 % ayant conduit à un déversement de 640 m³ en tête de station sur 3 mois ;

Considérant que les effluents de la station de traitement des eaux usées sont rejetés dans la Claie, rivière de 1^{ère} catégorie piscicole ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées s'inscrit dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, qui prévoit la création de 161 nouveaux logements à l'horizon 2032 (+ 12 %), et de la croissance de la population des 3 communes actuellement raccordées à la station d'épuration générant une augmentation estimée de la charge épuratoire de 1 100 EH (+ 2 % de la charge entrante en pointe) à l'horizon 2037 ;

Considérant que ce plan local d'urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale, sur laquelle l'autorité environnementale a rendu l'avis n°2022-009552 le 28 mars 2022 recommandant de démontrer :

- la capacité de la station à traiter un supplément de charge organique et de pollution ;
- l'absence d'incidences des rejets traités supplémentaires sur le milieu naturel et leur compatibilité avec les objectifs du SAGE ;

Considérant que les éléments du dossier ne permettent pas de qualifier les incidences des rejets actuels et futurs de la station de traitement des eaux usées de Sérent – Le Ridolet sur la qualité du cours d'eau récepteur ;

Considérant que l'absence de données sur le fonctionnement des réseaux des eaux usées du bourg et du parc d'activités du Gros Chêne et des postes de refoulement, compte tenu des dépassements hydrauliques observés en entrée de station et de l'augmentation notable de la charge hydraulique observée en époque de nappe haute et lors d'épisodes pluvieux intenses, ne permet pas de s'assurer de l'absence d'incidences notables sur l'environnement, notamment sur les cours d'eau récepteurs ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Sérent (56) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de la directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application des dispositions du livre I^{er}, livre II, chapitre II du Code de l'environnement, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Sérent (56) est soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Article 3

Le rapport environnemental du projet de zonage d'assainissement des eaux usées, devra comporter tous les éléments indiqués à l'article R. 122-20 du Code de l'environnement. La

personne publique responsable transmettra pour avis à l'Autorité environnementale le dossier comprenant le projet de zonage d'assainissement des eaux usées et le rapport environnemental, conformément à l'article R. 122-21 du même code.

Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Elle sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Rennes, le 26 juillet 2022

Pour la MRAe de Bretagne,
le président

Signé

Philippe Viroulaud

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale Bretagne
DREAL / CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Le recours contentieux doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr